

Paris, 12/12/24

Monsieur Várhelyi

Nous vous félicitons pour votre nomination au poste de Commissaire à la Santé et au Bien-être Animal.

Je me permets de vous écrire pour porter à votre connaissance une enquête publiée ce jour par L214, association de défense des animaux comptant plus de 50K membres en France. Cette enquête expose les conditions d'élevage des lapins dans trois établissements situés à Esquelbecq, Pitgam et Lespesses (départements du Nord et du Pas-de-Calais)

[L'association L214 a un long historique de révélations](#) de scandales dans les élevages : en 16 ans d'existence nous avons publié plus de 150 enquêtes, rendant compte des conditions de vie des animaux dans les élevages, pendant le transport, et lors de l'abattage. Ces enquêtes ont donné lieu à de nombreuses condamnations, ainsi que des changements de pratiques ou des interdictions de pratiques, comme l'élimination des poussins en France, ou le recul de l'utilisation des cages dans la filière poules pondeuses. Nos actions ont aussi amené un [grand nombre d'enseignes](#) (chaînes de restaurants, distributeurs, etc.) à s'engager à limiter les pires pratiques d'élevage imposées aux poulets.

Nos nombreuses enquêtes relèvent régulièrement les mêmes infractions, qui ne sont donc pas des cas isolés : ces infractions sont systématiques, et inhérentes à l'élevage intensif, modèle d'élevage majoritaire en France. Nos campagnes d'information ont permis de sensibiliser le public à cette situation. La population européenne est d'ailleurs très sensible au sujet des conditions d'élevage, comme en attestent les derniers résultats de [l'Eurobaromètre](#) et les succès des Initiatives Citoyennes Européennes, dont celle demandant la fin des cages.

Les citoyens demandent davantage de protection pour les animaux d'élevage. L'enquête que nous publions aujourd'hui concerne des élevages de lapins, une espèce qui ne bénéficie d'aucune législation spécifique. Votre compétence à la Commission européenne porte aussi sur la santé et la sécurité alimentaire. En plus des pratiques d'élevage, nous souhaitons donc aussi vous alerter sur les conditions sanitaires de ces établissements. Voici ce que notre enquête a révélé :

- Un usage massif d'antibiotiques.
- Des locaux sanitaires délabrés.
- Un état sanitaire catastrophique pour les trois élevages : des monceaux d'excréments accumulés dans les cages, des déjections qui s'écoulent hors d'un élevage, dans l'environnement.
- Des cadavres en décomposition omniprésents : dans les cages, dans les fosses à déjection.
- De très fortes densités dans des cages exiguës, au sol grillagé.
- Des animaux présentant de nombreuses infections (yeux, oreilles).

Ces établissements font courir un risque sanitaire à la population.

Nous serions très heureux d'échanger avec vous ou votre équipe pour évoquer la situation de ces élevages ainsi que l'urgence de légiférer pour aligner les pratiques d'élevage avec les dernières données scientifiques et les attentes citoyennes. Les citoyens européens, vous le savez, attendent avec impatience la proposition de révision de la législation "bien-être animal", ainsi que la fin de l'utilisation des cages, sujet sur lequel la Commission s'était engagée.

Bien cordialement,

Sébastien Arzac



Paris, 12/12/24

Monsieur Hansen

Nous vous félicitons pour votre nomination au poste de Commissaire à l'Agriculture et à l'alimentation.

Je me permets de vous écrire pour porter à votre connaissance une enquête publiée ce jour par [L214](#), association de défense des animaux comptant plus de 50K membres en France. Cette enquête expose les conditions d'élevage des lapins dans trois établissements situés à Esquelbecq, Pitgam et Lespesses (départements du Nord et du Pas-de-Calais)

[L'association L214 a un long historique de révélations](#) de scandales dans les élevages : en 16 ans d'existence nous avons publié plus de 150 enquêtes, rendant compte des conditions de vie des animaux dans les élevages, pendant le transport, et lors de l'abattage. Ces enquêtes ont donné lieu à de nombreuses condamnations, ainsi que des changements de pratiques ou des interdictions de pratiques, comme l'élimination des poussins en France, ou le recul de l'utilisation des cages dans la filière poules pondeuses. Nos actions ont aussi amené un [grand nombre d'enseignes](#) (chaînes de restaurants, distributeurs, etc.) à s'engager à limiter les pires pratiques d'élevage imposées aux poulets.

Nos nombreuses enquêtes relèvent régulièrement les mêmes infractions, qui ne sont donc pas des cas isolés : ces infractions sont systématiques, et inhérentes à l'élevage intensif, modèle d'élevage majoritaire en France. Nos campagnes d'information ont permis de sensibiliser le public à cette situation. La population européenne est d'ailleurs très sensible au sujet des conditions d'élevage, comme en attestent les derniers résultats de l'[Eurobaromètre](#) et les succès des Initiatives Citoyennes Européennes, dont celle demandant la fin des cages.

Les citoyens demandent davantage de protection pour les animaux d'élevage. L'enquête que nous publions aujourd'hui concerne des élevages de lapins, une espèce qui ne bénéficie d'aucune législation spécifique. Voici ce que notre enquête a révélé :

- Un usage massif d'antibiotiques
- Des locaux sanitaires délabrés
- Un état sanitaire catastrophique pour les trois élevages : des monceaux d'excréments accumulés dans les cages, des déjections qui s'écoulent hors d'un élevage, dans l'environnement
- Des cadavres en décomposition omniprésents : dans les cages, dans les fosses à déjection
- De très fortes densités dans des cages exiguës, au sol grillagé
- Des animaux présentant de nombreuses infections (yeux, oreilles)

Votre rôle à la Commission européenne vous met en position de façonner l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation dans l'UE, notamment avec la « vision pour l'avenir de l'agriculture et de l'alimentation » que vous préparez actuellement. Ces élevages n'ont pas leur place dans le système alimentaire de demain : ils mettent en péril la souveraineté alimentaire du fait de leur dépendance aux importations d'aliments, ils font courir des risques sanitaires et ne créent pas d'emplois dignes et rémunérateurs, en plus de condamner des millions d'animaux à des vies de misère. Il est crucial de porter une PAC qui végétalise l'alimentation et qui accompagne les éleveurs vers des productions végétales, alignées avec les impératifs sanitaires, éthiques et climatiques de notre époque.

Nous serions très heureux d'échanger avec vous ou votre équipe pour évoquer la situation de ces élevages ainsi que l'urgence de légiférer pour aligner les pratiques d'élevage avec les dernières données scientifiques et les attentes citoyennes. Les citoyens européens, vous le savez, attendent avec impatience la proposition de révision de la législation "bien-être animal", ainsi que la fin de l'utilisation des cages, sujet sur lequel la Commission s'était engagée.

Bien cordialement,

Sébastien Arzac

